

La décroissance de Vincent Liegey et le travail, les revenus, la monnaie, etc.

Jean-Marie Haribey

17 novembre 2021

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/haribey/2021/11/17/la-decroissance-de-vincent-liegey-et-le-travail-les-revenus-la-monnaie-etc>

L'automne est là, les feuilles tombent et on a eu une COP 26 aussi décevante que les vingt-cinq précédentes, pire même car les échéances se rapprochent dangereusement. L'écologie est donc bien mal en point. Raison de plus de continuer à discuter. L'ingénieur Vincent Liegey, chercheur à Budapest, vient de publier, en collaboration avec Isabelle Brokman, un petit livre agréable à regarder et à lire : *Décroissance*, Tana Éditions, *Fake or not ?* (2021).

C'est un livre plein de qualités : très imagé et écrit simplement, il est très pédagogique ; documenté avec des données actuelles, il donne une bonne approche chiffrée de l'extraction de matières premières, de la consommation énergétique, des émissions de gaz à effet de serre, de la production de déchets et de l'importance des transports.

Grâce à des textes courts, parsemés d'encadrés sur des questions techniques mais simplement présentées, l'auteur permet au lecteur débutant de comprendre ce que sont notamment le taux de retour énergétique, les boucles de rétroaction, l'effet rebond ou encore une croissance exponentielle. Et il rappelle qu'une croissance économique infinie est impossible. Toutes choses que l'on approuve sans réserves.

Y a-t-il alors des choses sur lesquelles les réserves sont nécessaires, de mon point de vue bien sûr ? Pas de nouvelles, ce sont les mêmes que j'ai déjà exprimées souvent et que je résume ainsi : la décroissance drastique de toutes les productions néfastes est indispensable mais les fondements théoriques exprimés par les principaux théoriciens de la décroissance sont inexacts ou biaisés.

Avez-vous vu le capitalisme ?

En 110 pages de son livre, Vincent Liegey réussit le tour de force à critiquer la croissance économique et à justifier la décroissance sans prononcer une seule fois le mot « capitalisme ». Dans quelle économie, dans quelle société vit-il ? Dans un « système économique aussi global que complexe » (p. 5), dans un « système économique mondial » ou « global » (p. 19), dans une « société de croissance » (p. 51), dans un « système économique en croissance » (p. 60), dans un « système de croissance » (p. 61 et 82), dans « un système économique "croissanciste" » (p. 69), dans une « économie en croissance » (p. 71 et 72). Jamais la croissance économique n'est reliée au capitalisme dont la logique profonde est l'accumulation du capital. L'expression de « dividendes aux actionnaires » est prononcée une fois (p. 51), le mot « profit » trois fois (p. 51, 64 et 74), toujours très rapidement et sans être reliés à la dynamique de l'accumulation sans laquelle la croissance économique est incompréhensible.

Cette faille analytique n'est pas sans conséquences sur le leitmotiv récurrent chez tous les décroissants au sujet du PIB. Cela finit par être fatigant, car une fois qu'on a compris que

le PIB ne mesurait pas des stocks (ni de productions ni de ressources)¹, mais des flux monétaires engendrés par l'activité productive courante, quelle que soit la qualité de celle-ci, il reste à montrer la vacuité des critiques sommaires du PIB, répandues partout et que réitère Vincent Liegey :

- Contrairement aux dires de tous les décroissants et de nombreux écologistes, le PIB n'est pas un indicateur qui dirige l'économie car le capitalisme ne possède qu'une seule boussole : le taux de profit réalisé sur le capital engagé ; dans la bouche des dirigeants politiques, le PIB est utilisé pour faire croire à leur volonté d'apporter du mieux-être, mais seuls les croyants... croient. Dès lors, l'affirmation de Vincent Liegey « Malgré toutes ces critiques, la croissance du PIB reste l'objectif central des politiques économiques nationales, européennes et mondiales. Le monde entier se fixe, jour après jour, des objectifs de croissance du PIB » (p. 20), mériterait d'être interrogée. Parce que si c'était vraiment le cas, pourquoi pendant un an et demi de pandémie les objectifs ressassés étaient, *jour après jour*, « protégez-vous » ? Si c'était le cas, pourquoi, depuis cinquante ans, les « politiques économiques » n'ont jamais mis fin, ni tenté de le faire, à la baisse relative des salaires par rapport à la valeur ajoutée qui empêche une croissance rapide des débouchés, laquelle pourrait faire progresser le PIB ?
- Malgré les limites tenant au fait que la qualité de la production ne peut être prise en compte dans le PIB, le volume de la production évaluée monétairement est indispensable pour connaître en même temps le flux de revenu engendré par elle et distribué ensuite en salaires, transferts et (hélas) en profits (dividendes, intérêts, loyers).
- Le PIB n'est pas simplement le résultat de l'agrégation des productions monétaires marchandes, il comprend aussi la production monétaire non marchande (éducation à l'école publique, santé à l'hôpital public...) évaluée à hauteur des salaires versés dans la sphère non marchande, et qui représente dans les pays comme le nôtre entre un cinquième et un quart du produit intérieur net total².

Avez-vous vu le travail ?

Pendant longtemps, insensibles aux critiques, les théoriciens de la décroissance se sont moqués de l'idée de transition, de celle de décélération de l'avancée de l'économie, que j'avais fait miennes. Or, Vincent Liegey indique que « Les 630 millions de riches sur la planète doivent appuyer sur la pédale de frein » (p. 93, je souligne). Exactement ! Mais c'est la définition même de la décélération, du ralentissement – et non pas de la marche arrière – pour signifier une période de transition. C'est à cet endroit que devrait venir une claire définition de la décroissance, de son périmètre et de sa durée : puisque le point de départ du raisonnement est (à tort, mais prenons-le tel quel) le focus fixé sur l'augmentation du PIB, on est en droit de savoir ce qui, dans ce PIB, ferait l'objet d'une diminution et celui d'une augmentation s'il y en avait. Dans le chapitre « Imagine la décroissance » (p. 67 et suiv.), il est question d'une autre agriculture (agroécologie, permaculture...), et le reste ? L'auteur écrit que « La plupart des dépenses publiques servent à compenser les effets néfastes de la société de croissance » (p. 82) : est-ce le cas pour l'éducation, la recherche, les soins aux personnes

¹ D'où l'inanité de certaines propositions de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, pourtant approuvées par Vincent Liegey. Voir ma critique du rapport de la Commission dans « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1^{er} semestre 2010, p. 63-82, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>.

² Dans une petite note (p. 21), V. Liegey indique que « La part des services publics dans le PIB est calculée en fonction de l'investissement. Par exemple, le budget de l'Éducation nationale est intégré au PIB. » C'est ambigu car il faudrait faire la différence entre produit brut et produit net quand on retire les dotations aux amortissements et l'investissement net.

âgées... ? La relocalisation est aussi largement évoquée, mais au prix d'une énormité : « Aujourd'hui, la grande majorité d'entre nous ne produit plus rien de ce qu'il consomme » (p. 73). La moindre des choses serait de préciser s'il s'agit de biens ou de services.

L'auteur n'évite pas le poncif sur le travail « qui vient du latin *tripalium* qui veut dire "instrument de torture" » (p. 75). On se reportera à l'ouvrage de Marie-Anne Dujarier qui fait justice de cette affirmation³. Ne pas penser le travail dans ses multiples dimensions débouche sur la proposition du revenu de base, « arme de base de paix sociale » (p. 80), ou « dotation inconditionnelle d'autonomie »⁴, sans que jamais la contradiction *produire moins et avoir plus de revenu global* ne soit perçue et encore moins résolue, puisque l'auteur adhère à la proposition de réduire le temps de travail, mais sans qu'on sache s'il s'agit d'une réduction individuelle ou d'une réduction du volume global des heures travaillées⁵. Or cette distinction est cruciale si l'on veut démonter le refrain libéral : « il faut travailler plus ».

On peut approuver la limitation des écarts de salaires dans une fourchette de 1 à 4, voire de 1 à 12 (p. 76), mais au-delà d'un facteur 4, *a fortiori* 12, cela ne concerne plus que très marginalement les salaires (à peine 5 % des salariés pour le facteur 4, et epsilon pour 12). La limitation de salaires (p. 76), même en excluant les bas salaires de cette limitation, n'a aucun sens si celle des revenus (c'est-à-dire incluant les revenus du patrimoine) n'est pas sérieusement envisagée. Mais comment parler de ces derniers quand on a soigneusement évité le nœud de l'affaire : le capitalisme et son exigence de rentabilité ?

Avez-vous vu la monnaie ?

Mais, tôt ou tard, le moment arrive d'aborder la question monétaire : c'est l'acmé de la décroissance. Il faut bien en parler puisqu'on devrait, nous dit-on, verser un revenu inconditionnel et faire quelques investissements afin de passer d'une « société de croissance » à une « société de décroissance » pour « protéger et soutenir la production et l'échange de biens et services locaux tout en créant du lien et des solidarités » (p. 77). La solution est les monnaies locales complémentaires. Vincent Liegey a une formule qu'il faudrait prendre au pied de la lettre : « Cette monnaie, complémentaire à la monnaie officielle, ne peut pas *sortir* du tissu économique local » (p. 77, je souligne). Le verbe « sortir » est entendu par l'auteur pour indiquer l'impossibilité d'utiliser cette monnaie pour autre chose que l'échange local, par exemple la thésaurisation, l'accumulation et la spéculation. Mais on pourrait l'entendre comme « ne peut pas *émerger* du tissu local ». Vincent Liegey donne l'exemple suivant : « Une unité monétaire locale change de mains en moyenne 6 fois dans l'année, contre 1,4 fois pour l'euro. Cela revient à dire que les 2,5 millions d'euskos utilisés auraient généré une valeur d'environ 12 millions d'équivalents euros en un an sur ce territoire. » (p. 77). Or, d'une part, chaque eusko mis en circulation au Pays basque l'est par substitution avec un euro, et, d'autre part, aucune injection de monnaie ne crée de valeur sans travail suivant l'injection. C'est parce que des besoins ont été satisfaits par du travail produisant des biens et services que, ici, la vitesse de circulation de la monnaie augmente. Mais rien n'empêcherait que cette activité répondant à des besoins soit financée par une émission d'euros⁶. Donc s'il est indispensable de « définanciariser l'économie » (p. 77), cela n'enlève rien au fait que toute production doit être *financée* pour anticiper la valeur ajoutée qui résultera du travail productif,

³ Marie-Anne Dujarier, *Troubles dans le travail, Sociologie d'une catégorie de pensée*, Paris, PUF, 2021.

⁴ Vincent Liegey, « Éloge de la décroissance », Propositions pour sortir du consumérisme effréné », *Le Monde diplomatique*, octobre 2021.

⁵ Voir le chapitre 7 de l'ouvrage des Économistes atterrés, *De quoi avons-nous vraiment besoin ?*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2021, chapitre qui résume des développements que j'ai présentés dans *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020, et dans *En finir avec le capitalovirus, L'alternative est possible*, Paris, Dunod, 2021.

⁶ Voir le chapitre 5 de *En finir avec le capitalovirus, op. cit.*

dès lors que l'on se situe dans une économie monétaire, capitaliste ou post-capitaliste, sauf à penser que la société de décroissance supprimera la monnaie. Si ce n'est pas le cas, alors toute création de monnaie exigera une régulation d'ensemble. Aujourd'hui le problème ne vient pas de l'existence d'une banque centrale au-dessus de banques ordinaires mais du fait qu'elle ne rend aucun compte devant la démocratie, et ce problème ne naît pas de la croissance économique mais du mode de régulation imposé à l'ère du capitalisme néolibéral. Penser que la multiplication de monnaies locales enlèverait la nécessité d'une politique monétaire contrôlant le financement de l'économie relève de la croyance et d'une méconnaissance de ce qu'est une monnaie.

On retrouve donc les difficultés analytiques habituelles pour englober une critique socio-écologique du capitalisme, la monnaie, le travail, les revenus, les investissements de transition, etc. Les prémisses des raisonnements sur la décroissance étant fragiles, on n'est pas surpris que les rapports sociaux capitalistes disparaissent totalement de l'analyse. Il s'ensuit que, à aucun moment, l'auteur n'aborde les questions de fond qui sont posées aux théoriciens de la décroissance depuis que leur thématique est apparue dans le débat. En atteste la bibliographie proposée qui, sur vingt références, toutes intéressantes pour s'inscrire en faveur de la problématique de la décroissance, n'en comporte aucune ouvrant la discussion. Là, pour le coup, est-ce bien pédagogique et déontologique ?

Vincent Liegey conclut son livre en proposant un quizz (p. 99-101) pour tester l'adhésion du lecteur à la décroissance : il s'agit de répondre à douze questions en choisissant pour chacune d'elles entre trois formules : A, très éloigné de la décroissance ; B, peut mieux faire ; et C, très décroissant. Je me suis plié au test et j'ai essayé de répondre le plus sincèrement possible sur mon mode de vie (car il s'agit non d'un test théorique mais d'un test sur la pratique individuelle). Sur douze questions, j'ai neuf réponses C de bon décroissant et deux réponses B intermédiaires. J'ai refusé de répondre à une douzième car elle est dépourvue de sens, et comporte des accents xénophobes : « C'est quoi la monnaie de l'avenir ? ». Il fallait choisir entre (dans l'ordre proposé) : « B le yuan, A le bitcoin, C l'eusko, la maillette, la pêche... ». Non seulement, on ne voit pas pourquoi il y a la présence de non-monnaies dans le choix proposé, mais aussi pourquoi la monnaie des Chinois est-elle désignée assez péjorativement ?

Il n'empêche, j'ai été rassuré sur mon sort. Je critique la théorie de la décroissance immédiate, sans transition, sans discernement clair entre les productions, sans remettre en cause les rapports de classes capitalistes, mais j'aurai peut-être (?) les circonstances atténuantes de la part des gardiens du temple ... car si je suis les décroissants tout est affaire de foi...⁷.

⁷ Mon livre *En finir avec le capitalovirus*, *op. cit.*, a reçu une volée de bois... vert du journal *La Décroissance*, n° 181, juillet août 2021, sous la plume de Denis Baba, dans la même veine que les commentaires sur mes livres précédents, ce qui n'avait pas empêché ce journal de m'inviter autrefois à une table ronde avec Aude Vidal et Didier Harpagès, où j'écrivais « Travailler et produire autrement », *La Décroissance*, « Quel travail pour la décroissance », n° 147, mars 2018, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/travail/travail-soutenable.pdf>. *La Décroissance* ne pardonne pas la discussion, surtout quand elle porte sur le travail et la valeur..., questions jamais traitées par les décroissants depuis la disparition d'André Gorz ; au moins, lui, n'évitait pas les questions, même si ses réponses étaient discutables. Discutables, vous aimez ce mot, chers décroissants ?